

LE CANADA

Journal Quotidien du soir
VALLEE DE L'OTTAWA
Journal Hebdomadaire à 16 pages

BUREAUX : 414 et 416 Rue Sussex
OTTAWA, ONT.

Mercredi 4 Novembre 1891

ECHOS DU JOUR

M. P. D. Ross est devenu le seul propriétaire de l'Evening Journal, ayant acheté l'intérêt de M. Woodburn.

On croit que l'entrée de M. Meredith dans le cabinet fédéral est chose décidée. Son avènement à Ottawa exigera certainement de nous, un mot d'appréciation.

Le premier ministre Abbott va s'installer dans la résidence sur la rue Victoria, autrefois occupée par M. McKenzie et plus tard par Sir Charles Tupper.

Le bruit court que les conditions demandées par M. Chapeau pour la province de Québec ont été acceptées par M. Abbott et que M. Chapeau les fera connaître dans un banquet que ses partisans doivent lui offrir prochainement à Montréal.

M. l'abbé Ritchot, de la paroisse de St-Norbert, dans le Manitoba, a offert de donner ses trapèzes militaires au profit de la terre sur la ligne du Pacifique Canadien, à huis clos, au profit de la paroisse.

On annonce aujourd'hui la fin de la crise ministérielle par la solution suivante : M. Chapeau fait le choix de ses collègues de Québec qui seraient : M. Oimet ministre des chemins de fer ou des travaux publics ; M. Angers ministre de l'agriculture et M. Chapéau prendrait la présidence du Conseil. Le ministre anglais de Québec sera probablement M. Ives.

M. Chapeau a en ce matin, une longue conférence avec le premier ministre, où étaient présents : Sir John Thompson et M. Foster. On croit qu'ils ont accepté les conditions de M. Chapéau. Nous donnons cette rumeur sous réserve.

LE CANADIEN dit : Le banquet que les citoyens de Boston offrent à l'hon. M. Laurier, le 17 de ce mois, sera un mémorable événement. Le plus grand hôtel de la ville a été livré pour la circonstance.

Il s'agit pas ici d'une question de parti. Les Canadiens français de la région dont Boston est le Centre, veulent honorer dans la personne du chef de l'opposition parlementaire de la Puissance, l'une des figures les plus marquantes de notre race.

Pendant que nous parlons de M. Laurier : aggravez qu'il a été présenté à M. Gladstone le portrait qu'un fait M. Forbes. Jamais occasion semblable ne sera offerte peut-être à un des nôtres.

L'UN SCANDALE DE LA PRESSE Les scandales sont à l'état d'épidémie. Les scandales politiques ont occupé l'attention publique depuis plusieurs mois, à un tel degré, que de nouvelles révélations ne seraient nullement plus d'actualité, que nous en sommes dans le dernier semestre.

Partons de cet arrêt dans la marche régulière de nos institutions, pour nous mettre à l'œuvre de la régénération. C'est l'heure d'un Sursum Corda patriotique. Regardons en face la situation : elle est péjorative et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas. Les matériaux pour la réparation des dégâts sont à notre disposition, il y a des hommes dans notre race ! Les deux partis en possession qui comprennent la nécessité absolue d'un changement radical dans nos méthodes électorales et administratives—dans notre système d'enseignement !

Il se fait une violente évolution dans les cadres des partis. C'est révolution qu'il faudrait dire, pour être vrai. Profitions en pour relever le niveau de notre politique et regagner notre bonne réputation de jour d'autrefois.

Il le faut, et sans retard. Car nous sommes au banc de l'opinion. On nous méprise. On se prépare à ne plus tenir compte de nous. Des journaux comme le MAIL—qui représentent de puissants courants d'opinion—conseillent à la majorité anglaise de se concerter pour le passer de nous et nous mettre en tutelle. Ne nous faisons pas d'illusion : cela est possible, dans une certaine mesure, au moins. Déjà, nous ne jouons pas dans le gouvernement général le rôle que nous devrions y jouer. Nos députés—nos ministres—ne travaillent pas assez. Sentent-ils que ce n'est pas sur le travail que l'on peut compter pour se faire élire ? Ont-ils constaté que dans une bataille politique, l'or est plus puissant que le courage, l'assiduité dans l'accomplissement du devoir, l'énergie, le talent et le patriotisme ?

Nous sommes, n'est-ce pas, en pleine tourmente, à l'heure où le CANADIEN dit ses vérités. Eh bien ! la victoire appartiendra à celui qui aura des "ressources", "le nerf de la guerre". A moins qu'il ne se fasse un réveil, qu'il est difficile d'espérer, parmi ceux qui sont dans la situation d'exercer sur les foules l'influence que la moralité et le vertu civiques avaient naguère sur les Canadiens-français.

Irlandais et Canadiens-Français

M. Tarte publie l'article suivant dans Le Canada N° ; nous en recommandons fortement la lecture à ceux qui ont à cœur l'indépendance de leur race. Ils y trouveront une foule de vérités exprimées déjà tout bas par eux et que M. Tarte exprime tout haut.

Les Irlandais s'assassinent dans les rues de Cork, où se prépare une élection pour remplir le siège laissé vacant par Parnell. Un petit peuple qui a tant besoin d'union, se consume et se perd dans des divisions fratricides.

Les Canadiens français sont sur la voie qui conduit aux malheurs de l'Irlande. Il n'y a pas d'union entre leurs hommes publics—d'union pour le maintien de notre position au milieu des autres nationalités. Notre presse ne connaît presque plus que des injures ; l'accord de jadis entre le clergé et la population a subi de rudes atteintes et n'est remplacé par aucune autre force. Au moins, si on lisait, si on ne se laissait pas entraîner par le préjugé et la passion. Fruits de l'ignorance, d'irez vous ? Cela est vrai, en certains cas. Mais l'irréflexion joue un rôle considérable chez nous. Trop de nos hommes instruits manquent d'esprit de travail.

Et l'électorat ! en présence de quelles réformes nécessaires, urgentes, ne nous trouvons nous pas ? Quelle décadence, quelle chute de quelle dix ans ! Les hommes publics qui liront ces lignes savent—tous—que la moitié des comités de cette province, la moitié des votants ne sait plus ce que c'est que le droit de citoyen. Une élection est une manœuvre, une occasion de faire de l'argent. Comment pouvez vous gouverner avec un pareil esprit ?

Sursum Corda—disait l'autre jour un de nos confrères au sujet du différend qui s'est élevé entre le lieutenant-gouverneur et ses ministres. La raison mène de la crise reproché dans la démocratisation de nos mœurs publiques et l'innovation contenue dans ces mots superbes doit être aujourd'hui le programme de tous les hommes capables de mesurer la profondeur de nos maux. La conduite de M. Angers est vivement discutée ; il n'y a aucun doute qu'il innove et est soigné des traditions.

Il n'y a aucun doute, non plus que ce coup de tonnerre, va éveiller bien des endormis, et purifier l'atmosphère. Ceux qui ne sont pas compromis ne seront pas tenus coupables : on peut en être sûr.

Et—admettons-le sans distinction de parti—l'eff de l'enquête impartiale qui se tient, sera bienfaisant sur l'opinion.

Partons de cet arrêt dans la marche régulière de nos institutions, pour nous mettre à l'œuvre de la régénération. C'est l'heure d'un Sursum Corda patriotique. Regardons en face la situation : elle est péjorative et périlleuse. Mais les moyens de salut ne manquent pas. Les matériaux pour la réparation des dégâts sont à notre disposition, il y a des hommes dans notre race ! Les deux partis en possession qui comprennent la nécessité absolue d'un changement radical dans nos méthodes électorales et administratives—dans notre système d'enseignement !

Il se fait une violente évolution dans les cadres des partis. C'est révolution qu'il faudrait dire, pour être vrai. Profitions en pour relever le niveau de notre politique et regagner notre bonne réputation de jour d'autrefois.

Il le faut, et sans retard. Car nous sommes au banc de l'opinion. On nous méprise. On se prépare à ne plus tenir compte de nous. Des journaux comme le MAIL—qui représentent de puissants courants d'opinion—conseillent à la majorité anglaise de se concerter pour le passer de nous et nous mettre en tutelle. Ne nous faisons pas d'illusion : cela est possible, dans une certaine mesure, au moins. Déjà, nous ne jouons pas dans le gouvernement général le rôle que nous devrions y jouer. Nos députés—nos ministres—ne travaillent pas assez. Sentent-ils que ce n'est pas sur le travail que l'on peut compter pour se faire élire ? Ont-ils constaté que dans une bataille politique, l'or est plus puissant que le courage, l'assiduité dans l'accomplissement du devoir, l'énergie, le talent et le patriotisme ?

Nous sommes, n'est-ce pas, en pleine tourmente, à l'heure où le CANADIEN dit ses vérités. Eh bien ! la victoire appartiendra à celui qui aura des "ressources", "le nerf de la guerre". A moins qu'il ne se fasse un réveil, qu'il est difficile d'espérer, parmi ceux qui sont dans la situation d'exercer sur les foules l'influence que la moralité et le vertu civiques avaient naguère sur les Canadiens-français.

LE VOYAGE DU TSAR

L'Allemagne et la Roumanie

L'HIVER EN EUROPE

Les Republicains en Espagne

LE CHOLERA A DAMAS

Le Tsar et la langue allemande

LES ALLEMANDS EN AFRIQUE

NOUVELLES DE PARTOUT

LE CHOLERA A DAMAS

CONSTANTINOPLE, 4 NOV.—Les ravages du choléra à Damas augmentent dans des proportions alarmantes. Pendant la semaine qui vient de finir, il y a eu 180 cas et 96 décès. La situation au point de vue du choléra est presque aussi mauvaise à Hodeïda qu'à Damas, mais à l'épidémie est en décroissance.

LE VOYAGE DU TSAR

SAINT PETERSBOURG, 4 NOV.—Le tsar et la tsarine, allant de Danemark à Livonie, sont arrivés aujourd'hui à Borki. Pendant leur séjour dans cette ville, ils ont visité l'église commémorative qu'on a donné l'ordre de construire, en souvenir de la guerre miraculeuse que les souverains ont échappé, sans une égratignure, à l'assaut de chemin de fer de Borki, il y a quelques années.

L'ALLEMAGNE ET LA ROUMANIE

BERLIN, 4 NOV.—On annonce de source officielle que le roi Charles de Roumanie a refusé de signer les protocoles de paix conclus au sujet de l'annexion de l'Allemagne en cas d'invasion de la Roumanie par la Russie. Il n'y a pas de traité d'alliance signé entre l'Allemagne et la Roumanie, mais l'Allemagne s'est engagée à aider ce pays à conserver son indépendance.

L'HIVER EN EUROPE

LONDRES, 4 NOV.—L'hiver commence en Europe avec une rigueur rare. Il y a déjà des foyers de neige en Angleterre, et une dépêche de Hambourg annonce qu'il y a tombé beaucoup de neige et que le thermomètre est descendu à 7 degrés au-dessous de zéro.

Les avis reçus de Grèce portent que la pluie est tombée à torrents dans tout le pays et qu'il y a eu des tourmentes de neige dans les montagnes, un fait sans précédent à cette époque de l'année.

LE TSAR ET LA LANGUE ALLEMANDE

LENDREZ, 4 NOV.—Pendant le récent séjour du tsar à Fredenberg, un riche artisan danois a été invité, suivant la coutume dans les palais danois, à dîner avec la famille royale. Pendant le dîner, le tsar lui a adressé quelques mots en français, et l'artisan s'est excusé en allemand de ne pouvoir comprendre le français. Le tsar a repris le mot : "Je ne puis pas souffrir l'allemand ; c'est une affreuse langue. Et il a changé de position, de façon à tourner le dos à l'artisan.

LES REPUBLICAINS EN ESPAGNE

MADRID, 4 NOV.—Le régent a donné l'ordre aux autorités dans toute l'Espagne de rechercher avec soin les personnes soupçonnées de nourrir des desseins de trahison. On dit que le gouvernement espagnol a été informé de l'existence d'un complot, ayant pour objet le renversement de la monarchie et l'établissement d'une république ; on dit aussi que des personnes haut placées tremblent dans ce complot. On n'a encore arrêté personne, mais le gouvernement exerce une surveillance active pour surprendre le moindre indice de mécontentement qui se fera jour.

LES ALLEMANDS EN AFRIQUE

BERLIN, 4 NOV.—On a reçu d'Émin pacha une lettre, datée du 2 avril, dans laquelle l'explorateur dit qu'il est sur le point de partir pour aller faire visite au roi de Ruhaada, un territoire qui n'a jamais encore été exploré par les Européens ou les Arabes. Émin ne dit pas qu'il ait l'intention d'aller à Wadelaï. Au moment où il écrivait, il paraissait avoir formé le projet de marcher dans la direction de l'ouest, en partant de Ruhaada et de traverser le continent jusqu'à Cameroom.

Dans nos commentaires sur cette lettre, le GAZETTE NATIONALE fait remarquer que, si l'explorateur a bien son projet à exécution, cela équivaut à une désertion du service de l'Allemagne, et qu'il excéderait ses pouvoirs, s'il traversait sans permission l'État libre du Congo.

LE JOURNAL OFFICIEL DE L'EMPIRE dit que le comte de Hatfield, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a été chargé d'informer lord Salisbury sur le gouvernement allemand d'ailleurs toute responsabilité au sujet des mouvements d'Émin pacha, et celui-ci a simplifié sur des territoires compris dans la sphère d'influence de l'Angleterre. D'après l'organe officiel, lord Salisbury a répondu en exprimant ses remerciements au gouvernement allemand, et la déclaration relative à l'explorateur.

LE CHILI ET LES ETATS UNIS

PARIS, 4 NOV.—L'ambassadeur récemment nommé à l'Etat-Unis les Chiliens récemment à Paris, est retourné dans une conversation avec un des principaux membres de la colonie chilienne en cette ville, lequel attribue l'inimitié de notre gouvernement au refus du Chili d'entrer dans l'union douanière proposée par M. Blaine. Ces personnes chiliennes ont un échange de vues avec M. Blaine, auquel ils ont demandé l'assurance que, dès que les Etats-Unis pourraient se procurer un avantage quelconque au Chili, en échange de l'abandon de son commerce avec

LES CONSPIRATEURS EN COUR

DEUX TÉMOINS RÉCALITRANTS
A l'ouverture de la cour de police, ce matin, Ernest Dionne, Horace Talbot et A. C. Larose sont les premiers appelés, pour répondre à l'accusation de fraude contre le gouvernement.

M. Chrysler comparait comme avocat de M. Larose, et M. Gorman comme avocat de MM. Talbot et Dionne. Les avocats de la poursuite au nom du gouvernement sont M. E. B. Ouler, de Toronto et D. O'Connor d'Ottawa.

Les avocats des accusés demandent que la cause soit remise à mercredi prochain pour leur donner le temps de préparer leur défense. Le juge accorde la demande. Le gouvernement des Etats-Unis aurait dû attendre le résultat de l'enquête officielle ouverte par le Chili et se fier à la façon dont est administrée au Chili la justice, qui est égale sinon supérieure à la justice américaine. Il aurait dû faire usage de baïonnettes ne doit pas être fondé, car les agents n'ont pour toute arme qu'un bâton.

LONDRES, 4 NOV.—Dans une entrevue, M. Lincoln, ministre des Etats-Unis ici, a exprimé son opinion que les nouvelles d'actualité au Chili étaient agréables et que la guerre n'était pas possible. Il a aussi exprimé l'espoir que les deux pays arriveront, dans quelques jours, à conclure un arrangement.

UNE REVOLUTION AU KANSAS

La femme maire, Mme Paxton a été renversée. Tel est le gros événement qui porte le dernier coup à la petite ville de Kiowa (Kansas), et l'on ajoute que l'administration de Mme Paxton a été désastreuse pour le commerce de la localité.

On n'a peut-être pas oublié que les habitants de Kiowa étaient depuis quelques semaines en révolte ouverte contre leur maire en jupon. Ils avaient élu par galanterie, mais n'avaient pas tardé à se repentir. En effet, Mme Paxton n'était pas plus tôt à la tête de l'administration municipale qu'elle faisait fermer tous les cabarets et jeter au ruisseau le whisky, à bière et toutes les autres boissons alcooliques qui se trouvaient dans ces établissements. Non seulement Mme Paxton commettait ainsi des actes arbitraires, qui pouvaient encore l'exposer à de graves désagréments, car il n'y a pas d'ordonnance municipale à Kiowa autorisant le maire à fermer les cabarets ; mais encore elle négligeait complètement le commerce de la ville. En effet, fermiers et cultivateurs de toute la région ont littéralement fui la région où ils pouvaient en même temps aller au cabaret et renouveler leurs provisions de whisky.

La situation est devenue telle que la plupart des électeurs de Kiowa, hommes et femmes, ont envoyé récemment à Mme Paxton une adresse la mettant en demeure de résigner ses fonctions de maire. On dit que le mari de Mme Paxton lui ne avait signé l'un des premiers et ultimatum. Cependant Mme Paxton a hésité pendant plusieurs semaines, ne pouvant pas expliquer, dit-on, pourquoi les hommes qui lui avaient si galamment donné leur suffrage, n'étaient pas aussi faciles à gouverner que l'étaient son mari dans son ménage !

Mais finalement, Mme Paxton, ayant découvert qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui des femmes des boutiques de la ville, ses bonnes amies qui l'avaient pourtant le plus encouragée à entreprendre sa campagne sur sa responsabilité personnelle pour la somme de vingt mille dollars, a donné sa démission, jurant, dit-on, de ne plus rechercher les honneurs et de se contenter à l'avenir, d'être maîtresse dans son ménage.

L'INSURRECTION AU TENNESSEE

On mande de Nashville que le gouverneur de l'Etat du Tennessee, M. Buchanan, a reçu des dépêches confirmant la nouvelle d'après laquelle les mineurs de la région de Briceville avaient défilé trois cents vingt-cinq employés aux mines et avaient les édifices dans lesquels ces forçats étaient détenus. Bien plus, un forçat nègre a télégraphié de la petite ville de Clinton au gouverneur de l'Etat pour l'informer qu'il était dans cette ville avec 162 autres de ses anciens co-détenus et lui demandait ce qu'ils devaient faire ! Mais la plupart des autres forçats détenus par les mineurs n'ont pas eu les mêmes scrupules que ceux-ci et se sont enfuis au Kentucky.

D'autre part, une dépêche de Chattanooga annonce que le bruit court dans cette ville que non seulement les mineurs de Briceville, mais encore ceux de toutes les autres régions minières de l'Etat se sont entendus secrètement pour dériver sur les forçats employés aux mines. Afin d'obtenir d'un instant à l'autre la délivrance de centaines de forçats employés actuellement dans les mines d'Oliver Springs, de Tracy City et d'Imman. De cette façon la plupart des criminels du Tennessee se trouveront en liberté.

Les incidents de Briceville ont causé à plus vive émotion à Chattanooga, à Nashville et dans tout le Tennessee. On relate que cette délivrance en masse des plus dangereux criminels ne soit bientôt suivie de toute sorte de crimes. Pour ceux de Briceville il n'y a plus rien à dire, les mineurs n'ont rien remis tranquillement à l'ouvrage et n'ayant pas commis d'autres actes de désobéissance à l'égard des pouvoirs légitimes, les forçats et inconnus leurs barreaux, n'y a pas à s'enorgueillir. Quand bien même on pourrait parvenir à découvrir les mineurs de l'insurrection, on ne pourrait pas, dit-on, trouver un jury pour les condamner, et, plus, en général, étant très sympathique aux mineurs et les approuvant, les encourage même dans leur lutte contre la loi permettant de leur les forçats aux compagnies de mine.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la situation est très grave, toutes les régions étant littéralement dans un état d'anarchie. Mais le public en fait retomber toute la responsabilité sur les législateurs, qui n'ont voulu abolir la loi sur le travail des forçats ni prendre les mesures nécessaires pour prévenir les tentatives de désobéissance qui se produisent actuellement et qu'il était si facile de prévoir.

LES CONSPIRATEURS EN COUR

DEUX TÉMOINS RÉCALITRANTS
A l'ouverture de la cour de police, ce matin, Ernest Dionne, Horace Talbot et A. C. Larose sont les premiers appelés, pour répondre à l'accusation de fraude contre le gouvernement.

M. Chrysler comparait comme avocat de M. Larose, et M. Gorman comme avocat de MM. Talbot et Dionne. Les avocats de la poursuite au nom du gouvernement sont M. E. B. Ouler, de Toronto et D. O'Connor d'Ottawa.

Les avocats des accusés demandent que la cause soit remise à mercredi prochain pour leur donner le temps de préparer leur défense. Le juge accorde la demande. Le gouvernement des Etats-Unis aurait dû attendre le résultat de l'enquête officielle ouverte par le Chili et se fier à la façon dont est administrée au Chili la justice, qui est égale sinon supérieure à la justice américaine. Il aurait dû faire usage de baïonnettes ne doit pas être fondé, car les agents n'ont pour toute arme qu'un bâton.

LONDRES, 4 NOV.—Dans une entrevue, M. Lincoln, ministre des Etats-Unis ici, a exprimé son opinion que les nouvelles d'actualité au Chili étaient agréables et que la guerre n'était pas possible. Il a aussi exprimé l'espoir que les deux pays arriveront, dans quelques jours, à conclure un arrangement.

UNE REVOLUTION AU KANSAS

La femme maire, Mme Paxton a été renversée. Tel est le gros événement qui porte le dernier coup à la petite ville de Kiowa (Kansas), et l'on ajoute que l'administration de Mme Paxton a été désastreuse pour le commerce de la localité.

On n'a peut-être pas oublié que les habitants de Kiowa étaient depuis quelques semaines en révolte ouverte contre leur maire en jupon. Ils avaient élu par galanterie, mais n'avaient pas tardé à se repentir. En effet, Mme Paxton n'était pas plus tôt à la tête de l'administration municipale qu'elle faisait fermer tous les cabarets et jeter au ruisseau le whisky, à bière et toutes les autres boissons alcooliques qui se trouvaient dans ces établissements. Non seulement Mme Paxton commettait ainsi des actes arbitraires, qui pouvaient encore l'exposer à de graves désagréments, car il n'y a pas d'ordonnance municipale à Kiowa autorisant le maire à fermer les cabarets ; mais encore elle négligeait complètement le commerce de la ville. En effet, fermiers et cultivateurs de toute la région ont littéralement fui la région où ils pouvaient en même temps aller au cabaret et renouveler leurs provisions de whisky.

La situation est devenue telle que la plupart des électeurs de Kiowa, hommes et femmes, ont envoyé récemment à Mme Paxton une adresse la mettant en demeure de résigner ses fonctions de maire. On dit que le mari de Mme Paxton lui ne avait signé l'un des premiers et ultimatum. Cependant Mme Paxton a hésité pendant plusieurs semaines, ne pouvant pas expliquer, dit-on, pourquoi les hommes qui lui avaient si galamment donné leur suffrage, n'étaient pas aussi faciles à gouverner que l'étaient son mari dans son ménage !

Mais finalement, Mme Paxton, ayant découvert qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui des femmes des boutiques de la ville, ses bonnes amies qui l'avaient pourtant le plus encouragée à entreprendre sa campagne sur sa responsabilité personnelle pour la somme de vingt mille dollars, a donné sa démission, jurant, dit-on, de ne plus rechercher les honneurs et de se contenter à l'avenir, d'être maîtresse dans son ménage.

L'INSURRECTION AU TENNESSEE

On mande de Nashville que le gouverneur de l'Etat du Tennessee, M. Buchanan, a reçu des dépêches confirmant la nouvelle d'après laquelle les mineurs de la région de Briceville avaient défilé trois cents vingt-cinq employés aux mines et avaient les édifices dans lesquels ces forçats étaient détenus. Bien plus, un forçat nègre a télégraphié de la petite ville de Clinton au gouverneur de l'Etat pour l'informer qu'il était dans cette ville avec 162 autres de ses anciens co-détenus et lui demandait ce qu'ils devaient faire ! Mais la plupart des autres forçats détenus par les mineurs n'ont pas eu les mêmes scrupules que ceux-ci et se sont enfuis au Kentucky.

D'autre part, une dépêche de Chattanooga annonce que le bruit court dans cette ville que non seulement les mineurs de Briceville, mais encore ceux de toutes les autres régions minières de l'Etat se sont entendus secrètement pour dériver sur les forçats employés aux mines. Afin d'obtenir d'un instant à l'autre la délivrance de centaines de forçats employés actuellement dans les mines d'Oliver Springs, de Tracy City et d'Imman. De cette façon la plupart des criminels du Tennessee se trouveront en liberté.

Les incidents de Briceville ont causé à plus vive émotion à Chattanooga, à Nashville et dans tout le Tennessee. On relate que cette délivrance en masse des plus dangereux criminels ne soit bientôt suivie de toute sorte de crimes. Pour ceux de Briceville il n'y a plus rien à dire, les mineurs n'ont rien remis tranquillement à l'ouvrage et n'ayant pas commis d'autres actes de désobéissance à l'égard des pouvoirs légitimes, les forçats et inconnus leurs barreaux, n'y a pas à s'enorgueillir. Quand bien même on pourrait parvenir à découvrir les mineurs de l'insurrection, on ne pourrait pas, dit-on, trouver un jury pour les condamner, et, plus, en général, étant très sympathique aux mineurs et les approuvant, les encourage même dans leur lutte contre la loi permettant de leur les forçats aux compagnies de mine.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la situation est très grave, toutes les régions étant littéralement dans un état d'anarchie. Mais le public en fait retomber toute la responsabilité sur les législateurs, qui n'ont voulu abolir la loi sur le travail des forçats ni prendre les mesures nécessaires pour prévenir les tentatives de désobéissance qui se produisent actuellement et qu'il était si facile de prévoir.

Pain Electrique.

Résultat d'années d'études et d'expériences coûtant très-cher.

JAS. WARNOCK.

494 RUE SUSSEX.

Telephone 534.

CHEMIN DE FER

INTERCOLONIAL

Le train direct entre l'ouest et tous les points de la baie St. Laurent, de la Baie des Chaleurs, province de Québec ; ainsi que le Nouveau Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'île du Prince Édouard, le Nouveau-Brunswick, les îles de la Madeleine, Terre-Neuve et St. Pierre.

Les trains express quittent Montréal et Halifax, tous les jours (dimanches exceptés) et se rendent à destination de tous ces points sans changement de chars, en 27 heures et 30 minutes.

Les chars des trains express directs sur le chemin de l'Intercolonial sont brillamment éclairés par l'électricité et sont chauffés par la vapeur de l'Locomotive motrice, ce qui assure constamment au confort et à la sécurité des voyageurs.

A tous les trains directs sont attachés des chars réfectoires et dortoirs, nouveaux et élégants de même que les chars salons pour le jour.

Les bords de mer les plus en vogue, ainsi que les endroits de pêche les plus recherchés sont situés sur la route de l'Intercolonial qui s'y arrête.

L'attention des voyageurs est appelée sur les grandes facilités offertes pour le transport de la farine et en général de toutes les marchandises à destination des Provinces de l'Est de Terre-Neuve, ainsi que pour l'exportation de grains et des produits expédiés aux marchés de l'Europe.

Four lettres et informations concernant le prix et le passage s'adresser à E. KING, agent des billets, 27 rue Sparks, Ottawa, ou à E. W. ROBINSON, Agent du fret et des Passagers pour l'Est, P.Q. 1361 rue St. Jacques, en face du D. POTTINGER, Surintendant Général, Bureau du Chemin de Fer, Moncton, N.B., 18 Juin, 1891.

LES MEILLEURES

PHOTOGRAPHIES !

L'Elite Photo Studio

117 RUE SPARKS.

Diplôme Accordé à l'Exposition Centrale Canadienne.

NEVILLE

97 RUE RIDEAU.

Ce Magasin de

VINS

LIQUEURS

SI BIEN CONNU

Et Réouvert

Prix sans concurrence possible

NEVILLE & CO,

97 Rue Rideau.

HOTELIERS

DE PASSAGE.

301 OCTAVES.

Brandy Bisquit Dubouche & Cie.

Doit Arriver pour le 4 Novembre 1891.

Vendu en Douane ou Droits Payés.

PRIX REGULIER.

Donnez vos Ordres pour l'Article Veritable.

JOHN CASEY,

FONDÉ DE POUVOIR

Importateur Direct de Vins et de Liqueurs.

294 et 296 Rue Dalhousie, 117 Rue Clarence.

Pain Electrique.

Résultat d'années d'études et d'expériences coûtant très-cher.

JAS. WARNOCK.

494 RUE SUSSEX.

Telephone 534.

CHEMIN DE FER

INTERCOLONIAL

Le train direct entre l'ouest et tous les points de la baie St. Laurent, de la Baie des Chaleurs, province de Québec ; ainsi que le Nouveau Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'île du Prince Édouard, le Nouveau-Brunswick, les îles de la Madeleine, Terre-Neuve et St. Pierre.

Les trains express quittent Montréal et Halifax, tous les jours (dimanches exceptés) et se rendent à destination de tous ces points sans changement de chars, en 27 heures et 30 minutes.

Les chars des trains express directs sur le chemin de l'Intercolonial sont brillamment éclairés par l'électricité et sont chauffés par la vapeur de l'Locomotive motrice, ce qui assure constamment au confort et à la sécurité des voyageurs.

A tous les trains directs sont attachés des chars réfectoires et dortoirs, nouveaux et élégants de même que les chars salons pour le jour.

Les bords de mer les plus en vogue, ainsi que les endroits de pêche les plus recherchés sont situés sur la route de l'Intercolonial qui s'y arrête.

L'attention des voyageurs est appelée sur les grandes facilités offertes pour le transport de la farine et en général de toutes les marchandises à destination des Provinces de l'Est de Terre-Neuve, ainsi que pour l'exportation de grains et des produits expédiés aux marchés de l'Europe.

Four lettres et informations concernant le prix et le passage s'adresser à E. KING, agent des billets, 27 rue Sparks, Ottawa, ou à E. W. ROBINSON, Agent du fret et des Passagers pour l'Est, P.Q. 1361 rue St. Jacques, en face du D. POTTINGER, Surintendant Général, Bureau du Chemin de Fer, Moncton, N.B., 18 Juin, 1891.

LES MEILLEURES

PHOTOGRAPHIES !

L'Elite Photo Studio

117 RUE SPARKS.